« Histoire coloniale et racisme d’Etat » Conférence-débat avec Françoise Vergès

Le Comité Action Palestine vous invite à participer à

une Conférence-débat sur le thème « **Histoire coloniale et racisme d’Etat** »

le vendredi 2 juin 2017

avec **Françoise Vergès**

politique, historienne, spécialiste de l’esclavage colonial

20h Athénée municipal à Bordeaux

place St Christoly. Trams A et B (arrêt Hôtel de ville)

Pour les habitants des quartiers populaires, et plus généralement les minorités issues des anciennes colonies, racisme, discriminations et violences policières sont des réalités quotidiennes. Exposée à la précarité et à l’exploitation économique, cette population subit de plein fouet la violence de l’Etat qui est un mode de gestion, dans la forme et le fond, d’ordre néocolonial. Dans le contexte de crise politique et économique, cette violence semble être la seule réponse, celle du fort au faible. Il s’agit d’empêcher toute contestation sociale et politique unifiée et contrecarrer toute forme d’expression de solidarité avec la résistance au sionisme, en particulier, et à l’impérialisme occidental, en général.

Relevant de mécanismes structurels, le racisme des sociétés occidentales puise ses racines dans leur histoire coloniale. Au-delà de cette affirmation, il s’agit d’analyser ce lien et de comprendre les sources et l’objectif de cette violence

d’Etat sous toutes ses formes.

Quel est le poids réel de l’histoire française dans cette logique néocoloniale de gestion des minorités raciales ? Comment expliquer la reproduction de ce modèle politique néocolonial ? Quelle forme de résistance face à la néo-barbarie ?

A partir de ces questions le Comité Action Palestine vous propose de débattre au cours d’une rencontre avec Françoise Vergès, politologue, historienne et ex-présidente du comité pour la mémoire et l’histoire de l’esclavage. Elle a récemment publié « Le ventre des femmes ; Capitalisme. Racialisation, féminisme » et puisera dans cet ouvrage des exemples pour illustrer ses propos.

Evènement facebook

https://www.facebook.com/events/885811918242905/?acontext=%7B%22action_history%22%3A%22[%7B%5C%22surface%5C%22%3A%5C%22page%5C%22%2C%5C%22mechanism%5C%22%3A%5C%22page_upcoming_events_card%5C%22%2C%5C%22extra_data%5C%22%3A[]%7D]%22%2C%22has_source%22%3Atrue%7D

« Le féminisme ne nous a pas été appris par l’Occident » – Interview de Fatma Oussedik

La femme algérienne est « la dominée du dominé » dans une société dominée par les pays occidentaux. A partir de cet angle d’attaque, le seul qui puisse appréhender toutes les

formes de domination et d'aliénation, la sociologue Fatma Oussedik analyse minutieusement les logiques sociales à l'œuvre qui cantonnent la femme algérienne à une place mineure. Loin de céder aux sirènes du féminisme occidental, qui d'une certaine manière endosse la mission de l'impérialisme, à savoir « émanciper » la femme musulmane, Fatma Oussedik sort des sentiers battus pour mettre en lumière d'autres modes d'émancipation de la femme algérienne. Celle-ci peut trouver, et l'histoire le montre, une voie politique nouvelle, située aux antipodes du patriarcat et du paternalisme féministe d'Occident. En prenant les armes en 1954, les femmes algériennes ont décidé seules, librement, de participer au projet de libération nationale. Comité Action Palestine

---

A la veille des élections législatives algériennes, la sociologue et directrice de recherche associée au Cread, Fatma Oussedik analyse l'évolution du rôle des femmes dans la sphère publique et politique en Algérie. L'auteure du livre Itifaqate revient dans cet entretien pour al Akbar sur les mutations profondes et nouvelles stratégies d'émancipation des femmes algériennes.

Propos recueillis par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari pour Al-Akhbar.

Quelle est la représentation des femmes algériennes dans ces élections législatives et comment a-t-elle évolué au cours des dernières élections ?

Cette représentation obéit à un quota. Le président Bouteflika a fait voter une loi qui fixe à 33 % la représentation des femmes dans chaque liste électorale. C'est donc l'effet autoritaire qui a permis une telle présence. On peut dire que c'est l'un des taux les plus importants du monde arabe et même en comparaison à des pays occidentaux. Faut-il en conclure que

les femmes sont représentées politiquement? Je n'irai pas jusque là. Depuis 2012, on a un minimum de recul pour voir comment les partis obéissent à cette règle.

Aujourd'hui lorsque l'on observe la société algérienne, on constate que les femmes tout en affichant par leur code vestimentaire leur attachement aux préceptes religieux quittent l'espace clos pour investir dans la sphère publique des lieux autrefois réservés aux hommes. N'y a-t-il pas eu un processus de redéfinition du rôle de la femme algérienne dans l'espace public?

J'ai dirigé une enquête au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) publiée sous le titre « mutations familiales en milieu urbain ». Elle a concerné 1200 familles dans 12 villes d'Algérie. L'une des conclusions principales de cette enquête est que les femmes sont l'acteur principal de la mutation. En Algérie, la notion de femme au foyer, c'est à dire une femme qui se définirait ou s'appréhenderait au service du seul foyer, n'a plus de sens. L'une des causes principales de cette transformation réside dans la hausse de la scolarité des filles qui a été spectaculaire dans notre pays. Si le phénomène de féminisation des savoirs est mondial, en Algérie le processus a été très rapide. La formation des femmes dans toutes les disciplines a entrainé une redéfinition de leur place dans l'espace public avec l'accès à l'emploi. Aujourd'hui la femme en Algérie est l'acteur économique principal dans le foyer. Elle fait le marché, prend les décisions d'achat, gère le budget familial, s'occupe des démarches administratives. Celles qui ne travaillent pas se définissent comme « chômeuse » et non pas comme femmes au foyer.

Mais depuis 2001, l'emploi féminin a baissé de façon importante. De plus en plus de femmes sont cantonnées dans le secteur informel. Or, c'est un problème grave dans la mesure où sans autonomie économique, elles ont peu de chances d'accéder à d'autres formes d'autonomie. Par ailleurs on

constate, qu’elles sont rentrées de plain-pied dans le marché mais le feu s’est externalisé. Aujourd’hui les plats cuisinés, les produits alimentaires transformés sont achetés, et certains objets qui servaient autrefois à la préparation des mets traditionnels ont disparu. De ce point de vue, nous avons assisté à des mutations fondamentales.

Vous attribuez ces mutations à la scolarisation des femmes, et l’entrée de l’Algérie dans le marché mondial, mais est ce que le mouvement islamiste n’a pas également permis aux femmes des stratégies féministes en s’appuyant sur le dogme religieux pour investir l’espace public?

Avec et sans hijab les femmes sont sorties. Pendant le ramadan, il y a des légions de femmes seules qui se rendent à la mosquée, échangent dans la rue, sortent dans les cafés, et certains imams s’en offusquent. Ces femmes se sont emparées de l’islam en revendiquant leur connaissance des textes religieux. C’est toujours le savoir qui fait la différence. A l’université, de nombreuses filles issues des milieux défavorisées, voilées, sont présentes et rien ne leur serait fermé du fait de l’islam. De plus en plus de filles étudient dans les instituts de théologie et écrivent sur l’islam. C’est un processus irréversible. C’est essentialiser les rapports sociaux que de les réduire à l’identité religieuse. Les femmes se sont emparés de la norme religieuse pour revendiquer l’égalité. Mais il y’ a encore du chemin à parcourir. En Iran, les femmes ont un accès beaucoup plus important à l’emploi, elles ont une vraie parole. Nous ne devons pas oublier qu’en Algérie, c’est une société postcoloniale et l’enjeu de la femme est un enjeu très lointain. Il faut remonter à l’époque coloniale avec ce moment emblématique où les colons arrachent le voile aux femmes algériennes. Aujourd’hui les pays du Nord sont encore très attentifs à la société algérienne pour mesurer son développement démocratique. Le nombre de femmes voilées est pour eux un indicateur d’adhésion ou pas à leur civilisation et à leur culture. Les politiques algériens sont

très conscients de cet enjeu, et veulent se présenter à l'international comme des démocrates et des modérés en adoptant, par exemple, des textes comme celui portant sur le quota. Ils montrent ainsi que les femmes sont représentées à l'assemblée, que la parité est respectée, etc. Cependant, les concepts ne peuvent pas être simplement importés. Il existe des conditions objectives de leur production. Le gouvernement a fait le choix de la parité, mais c'est absolument formel. De la même façon, la question des quotas pose non pas seulement la question des femmes mais celle aussi de la qualité du processus démocratique en Algérie. Imiter la procédure des quotas en Suède ne signifie pas que l'Algérie arrivera au même résultat. Dans une situation non démocratique où il s'agit de définir une clientèle du système, les femmes sont comme les hommes : elles font partie de cette clientèle. Elles ne représentent pas plus les femmes qu'hier mais le système qui les a cooptées.

Pour revenir à la question de l'égalité, pensez-vous que le féminisme ai aujourd'hui un sens en dehors du combat pour la justice sociale ? Comment articulez-vous la question de la lutte pour l'émancipation des femmes à celle des rapports de classes ?

Le féminisme est différent selon les lieux où il se réalise mais il est toujours une aspiration à davantage de droits et devrait toujours être une aspiration à l'égalité, une volonté de se désaliéner. Ceci étant, pour moi, la position des femmes, c'est d'abord la position du dominé. Dans un pays lui-même dominé par l'impérialisme, la femme incarne le dominé du dominé. Le féminisme est pour moi un formidable instrument de déconstruction de la domination, qu'il s'agisse des anciennes puissances coloniales comme celle des systèmes en place. Il est très difficile de remettre en cause un processus de domination depuis la position la plus fragile qui est celle de la femme. Lorsque j'analyse l'emploi féminin en Algérie, je ne dis pas « les hommes sont méchants et ne nous donnent pas

d’emploi ». Je dis « l’insertion du système économique algérien dans le marché mondial dépendant de la rente ne porte pas sur la production. Et la rente intègre principalement les hommes ». Lorsque l’on sait que l’accès à tous ces circuits dépend davantage du capital social que des agences d’intermédiations pour l’emploi, on comprend que le capital social de la famille se met davantage au service des hommes que des femmes. Dans notre enquête, nous avons pu constater que ce sont les femmes qui ont le plus recours aux agences d’intermédiation, les hommes misent toujours sur le capital relationnel. Vivant de la rente pétrolière, l’Etat s’est désengagé des secteurs de production et de services, dans lesquels les femmes étaient très présentes. Ce désengagement a entraîné un chômage important. En prenant l’exemple emblématique du complexe pétrolier d’Hassi-Messaoud, où dans les années 90 des femmes ont été battues, violées, enterrées vivantes, l’observation montre que l’événement s’est déroulé dans une zone où le chômage battait son plein. Dans cette ville où l’économie repose sur des champs pétroliers, il y avait d’un coté des résidences pour les femmes cadres qui ont fait leur études à l’étranger et vivent sur des sites gardées, et, de l’autre, les prolétaires qui s’étaient aménagées un quartier. Suite au prêche d’un imam qui accusait les femmes d’avoir volé le travail des hommes, des jeunes se sont rués vers le quartier des femmes et les ont lynchées. Comment analyser ce fait? En essayant d’y mettre de la pensée et de la raison et non en accusant de manière simpliste les islamistes et l’islam. Ces femmes, pour leur majorité, venaient de Sidi bel Abbès, où elles travaillaient dans un complexe électronique, fleuron de l’industrie, qui salariaient 5 000 femmes. Avec le démantèlement de l’industrie, auquel a procédé en particulier M. Ouyahia, 4 000 femmes et leurs familles se sont retrouvées au chômage. Or le salaire avait non seulement changé les modes de consommation mais également les mentalités. Ces femmes ont compris qu’elles pouvaient également travailler ailleurs et ont fait montre de mobilité. Quitter sa famille, l’enclos du patriarcat, pour aller

travailler, en tant que sujets individuels, à Hassi-Messaoud, était quelque chose d'iconoclaste en Algérie. C'est cela qui est entré en contradiction avec le système qui, lui-même, a besoin, pour contrôler toute cette force de travail féminine qu'il a qualifié et qu'il n'emploie pas, d'une famille patriarcale forte. Or le départ de ces filles pour Hassi-Messaoud est une contradiction sociologique majeure et elles ont été réprimées à ce titre.

Pourtant la société algérienne et les femmes ont déjà fait l'expérience de cette mobilité avec les maquisards au moment de la guerre de libération?

Oui mais la guerre de libération est un événement exceptionnel. Je viens d'une famille qui a été très intégrée au mouvement national, et j'ai vécu ma petite enfance avec les Moudjahidates que je connais individuellement. Or, ce que l'on peut observer c'est qu'à l'indépendance, il leur a été demandé de retourner dans leur famille. On leur dit « c'est fini, vous avez fait votre devoir vis à vis de la société donc vous rentrez à la maison, vous êtes des femmes de famille ». J'ai interviewé avant sa mort, Mamiya Chentouf , la secrétaire générale adjointe du Parti du Peuple Algérien de Messali el Hadj, militante majeure pendant la guerre de libération qui avait créé la première association de femmes en 1947. Elle m'a confié que l'échec de sa vie était l'adoption du code de la famille. Mamiya Chentouf avait été,après l'indépendance, à la demande de l'ex président Houari Boumédienne, la première présidente de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) et avait provoqué une immense manifestation de femmes dans Alger contre les premiers projets du code de la famille qui ont été finalement annulés parce que les autorités à l'époque n'avaient pas osé affronter les anciennes militantes. Moi je suis toujours très émue quand je pense à aux maquisardes, imaginez ces jeunes filles de 18 ans qui vivaient dans des familles traditionnelles qui l'étaient d'autant plus que face au colonialisme, il fallait se préserver de la volonté de

déstructuration de la société algériennes. Ces filles étaient parties pour rejoindre le maquis avec des hommes, elles se sont battues pendant la guerre, certaines les armes à la main comme Toumiya Laribi que l'on a surnommé Baya el kahla, et à l'indépendance ces femmes héroïques doivent retourner dans leur famille. On ignore le changement pour la personne, on oublie que le combat pour l'égalité avec les Français a comme prolongement naturel le combat pour l'égalité avec les hommes dans la société algérienne. J'ai vécu un événement formidable au moment où nous étions en Tunisie avec le Gouvernement provisoire de la République Algérienne. Le GPRA a créé une maison des filles pour accueillir les maquisardes. Il a placé à sa tête mes parents, Pierre et Claudine Chauley pour prendre en charge ces filles. En revanche les jeunes hommes qui sortaient du maquis obtenait des studios. Quand Baya a été invitée à s'installer dans cette maison, elle s'est offusquée. Pourquoi elle, qui s'était battue sur un pied d'égalité avec ses camarades masculins, devait maintenant retourner dans une ambiance familiale, alors qu'eux occupaient un studio. Pour dénoncer cette situation, elle a publié dans le journal tunisien une annonce en ces termes « ancienne maquisards cherche emploi femme de ménage couchante », ce qui a été perçu comme une humiliation. Il faut donc comprendre que les luttes des femmes ont été constantes en Algérie, le féminisme ne nous a pas été appris par l'Occident. Moi je suis une féministe algérienne et j'ai appris le féminisme de Baya, de ma mère et de toutes celles qui se sont battues, j'essaie à mon tour de le transmettre à ma fille, mes étudiantes, aux jeunes féministes. L'accès à l'égalité est naturelle et nous devons nous battre à l'intérieur de notre société en fonction de nos valeurs pour imposer cette idée.

Version arabe publiée sur Al-Akhbar le 4 mai 2017

http://www.al-akhbar.com/node/276677

« L’Afrique est prise en tenaille entre Riyad, Tel Aviv et Rabat » Interview de A. Hadj-Nacer

Le développement économique est une promesse de l’indépendance nationale en Algérie, une promesse de liberté et de justice sociale. Un développement qui ne vient pas. Quelles en sont les raisons ? Dans cette interview, l’intellectuel Abderrahmane Hadj-Nacer propose une explication à partir d’exemples qui donnent à voir comment la rente pétrolière est gérée, non pas dans la perspective de l’intérêt général, mais bien plutôt dans l’intérêt exclusif d’une clique qui contrôle le pouvoir. Cette réflexion ne se limite pas à l’Algérie, elle inscrit ce pays dans une dynamique économique et politique plus large, qui comprend les enjeux régionaux africains et mondiaux. De la dette, comme nouveau mode de colonialisme à la stratégie israélienne en Afrique, A. Hadj-Nacer rend intelligible la complexité dans la tradition des intellectuels qui oeuvrent pour l’émancipation des peuples. Comité Action Palestine

---

Propos recueillis par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari à Alger pour Al Akhbar (avril 2017)

Abderrahmane Hadj-Nacer, ex-gouverneur de la Banque centrale algérienne (1989-1992), figure incontournable des réformateurs autour du Premier ministre Mouloud Hamrouche (1989-1991), auteur du livre la Martingale Algérienne, revient dans cet entretien pour al-Akbar sur les fondements de la nouvelle

stratégie économique de l’Algérie dans le contexte de la campagne législative.

La nouvelle stratégie économique de l’Algérie résumée par le « programme d’appui à la compétitivité industrielle et énergétique » depuis 2016 et basée sur le recours à l’emprunt est-elle pertinente ?

Réfléchissons par analogie. En 2011, que s’est-il produit en Syrie? Tout d’abord nous avions un chef d’Etat qui n’a pas compris la nécessité de partager son pouvoir avec son peuple et de nouvelles élites. Un examen plus précis de la situation montre que la lutte à l’intérieur du pouvoir syrien était une lutte entre deux services secrets, celui de l’armée de l’air et les moukhabarates. L’analyse du conflit rend compte d’une confrontation non pas autour de la stratégie de défense du pays mais sur la part de la rente aussi minime soit-elle qui doit revenir à chacun en accord avec ses ‘associés’ étrangers. Le conflit au sein du système porte donc sur l’accaparement de la rente et non sur la cohérence des politiques économiques. Cette non-logique économique est un révélateur de la logique politique, à savoir celle d’une soumission au reste du monde puisque la seule chose que l’on négocie c’est la part de la rente à partager. L’enseignement à tirer de l’explosion du système syrien en 2011 et du système algérien avant lui en 1988, c’est que peu à peu nous avons eu des régimes dictatoriaux qui, en lieu et place d’une gestion économique rationnelle, ont évolué vers un accaparement de plus en plus mafieux de la rente. Or la mafia se caractérise par une volonté de multiplier ses avoirs non pas au profit de l’intérêt général, ni même de celui du chef de clan mais simplement dans la logique du plus fort. Quand vous allez visiter aujourd’hui la Sicile, vous vous rendez compte que c’est le pays où vous pouvez enterrer n’importe quel déchet produit dans ce monde, et où sévit une mafia qui vit dans des fosses à purin. Elle a transformé son pays en une espèce de décharge mondiale et dans laquelle l’humanité est exploitée

bien en deçà de l'esclavagisme. Cette logique mafieuse conduit à la sous-humanité. En 2011, la Syrie nous a donc montré le chemin qui conduit à la sous-humanité et celui de la brutalité comme seule règle pour résoudre des problèmes politiques. Je ne suis pas en train de prendre position sur ce conflit, je tente d'apporter une explication. La gestion en Algérie obéit à la même logique, celle d'une gestion malheureusement de plus en plus mafieuse. Il faut donc interpréter ce débat sur l'endettement extérieur à l'aune de cette posture politique : Est-ce un débat conceptuel sur les modalités de développement ? Non puisque nous disposons d'une réserve de 100 milliards de dollars, pourquoi avoir introduit l'idée de l'endettement extérieur ? Quel est le pays développé qui dispose aujourd'hui de 100 milliards de dollars ? L'endettement est-il un outil pour défendre l'intérêt général ou permet-il d'accroitre les capacités de détournement de fonds au profit d'individus ou d'alliance d'individus ? Rappelons que la dette cimente l'international au national, en d'autres termes elle élargit le partage de la rente à de nouveaux acteurs. La dette renforce le contrôle de la clé de partage. Aujourd'hui nous avons une nouvelle mode les PPP (Partenariat Public Privé), derrière les sigles conformes à cette pensée magico-superstitieuse, le sens profond est que l'Algérie même riche ne peut seule contrôler la clé de partage. Cela revient à dire que nous recherchons le moyen d'acheter l'assentiment de l'international, et nous posons la question des modalités de satisfaction des acteurs économiques internationaux.

Mais acheter l'assentiment de l'international en contractant des dettes renforce la dynamique de dépendance. Les conditions imposées par les prêteurs ne risquent-elles pas de remettre en cause les modalités de gestion interne et l'équilibre maintenu par les politiques de redistribution?

La dette a toujours permis de coloniser les pays. Le seul cas de figure qui n'a pas été colonisé parce qu'il ne remboursait pas sa dette, mais bien parce qu'il était riche c'est

l’Algérie. L’histoire de la dette est donc celle de la colonisation. La dette est d’abord le moyen, pour celui qui a prêté, de s’accaparer les biens de celui qui a emprunté. Les pauvres s’endettent et sont ainsi dépossédés du minimum qui leur reste. Sur ce plan, la loi du marché est simple à comprendre. Pour soumettre les classes laborieuses, on crée un système qui incite à la consommation de produits vendus par les pays développés qui prêtent de l’argent aux pays pauvres afin que ces derniers maintiennent leur niveau de consommation. C’est une relation de subordination. Or, dans un pays comme l’Algérie qui a des excédents et un système résilient, les efforts attendus sont différents. Les pays du Nord tiennent un discours séduisant, en s’engageant à ne pas interférer dans la gestion intérieure, en laissant croire au renforcement des partenariats. On invente donc les techniques d’une autre forme de soumission qui maintienne le status quo. Par ailleurs la wahhabisation avancée des comportements couplée aux raisonnements de court terme face à une véritable planification de l’autre bord n’augure rien de bon.

Donc l’idée que l’Algérie puisse suivre les recommandations du Fonds Monétaire International (FMI) en matière de libéralisation est-elle à exclure?

Ce n’est pas l’interlocuteur, en l’occurrence ici le FMI, qui pose problème. Cette instance de gouvernance économique mondiale vaut ce que vaut le pays qui fait appel à elle. Si l’Etat qui sollicite un prêt mène une stratégie nationale de développement avec des équipes techniques solides, le FMI se voit obligé de négocier sérieusement. Si ce dernier se trouve face à des incompétents qui recherchent uniquement l’assentiment de l’étranger, de nouvelles formes de colonisation s’imposent d’elles-mêmes. Nous n’avons pas à faire à une machine qui suit un fonctionnement uniforme. Prenons l’exemple de la Corée du Sud qui est quasiment une colonie américaine mais qui n’en est pas moins très développée. Lorsque le général Park Chung-Hee (ancien

communiste) a pris le pouvoir, il a fait le choix de développer le pays en négociant directement avec les Américains. Mais dans les années 1990, les Américains estiment que les Coréens sont sortis du rang et pour cette raison ils les punissent sévèrement, en détruisant Daewoo, l'un des plus importants Chaebols (conglomérats) sud-coréen. Pour Washington, un pays développé, qui obéit et paye de temps à autre, ne pose pas de problème. Il en va de même pour le FMI. Le drame n'est pas que le FMI est l'outil de l'impérialisme mais, plutôt, que souvent il n'y a personne en face. J'ai été au FMI, je suis donc bien placé pour savoir que lorsqu'un pays défend sérieusement son intérêt, il en tire profit.

Quelle est aujourd'hui la place de l'Algérie en tant qu'acteur économique régional ? Dispose-t-elle des moyens d'entrer en concurrence avec le Maroc pour la conquête des marchés africains?

Le Maroc est doté du meilleur système financier du monde arabe. C'est comme s'il possédait d'énormes paquebots mais qui ne servent à rien. Car en dehors de ces méga-paquebots très bien pensés, le Maroc n'a que des tissus et des épices pour remplir ses containers. Privé de route, il est contraint de faire du cabotage pour acheminer ses produits en Afrique. Il faut souligner, que son concurrent économique, l'Algérie, après 60 ans de bureaucratie, maintient un système qui n'encourage pas les investissements. Pourtant, le secteur privé en Algérie n'est pas le Makhzen marocain. Son potentiel est autrement plus important. A côté de l'argent sale, le secteur privé est dynamique avec des entrepreneurs qui optent pour la légalité même si leur capital est d'origine floue. Prenez un homme d'affaire comme Issad Rebrab, qui en dépit du cadre légal contraignant, est devenu l'un des plus important acteurs mondiaux dans la production et l'exportation de sucre. Il incarne l'alliance de l'ascenseur social algérien et des compétences formées des années 1960 à 1980. Ceci explique que dès lors qu'une ouverture vers l'Afrique est amorcée, Condor

s’y implante aussitôt et Rebrab exporte son sucre. Aujourd’hui nous aurions donc besoin des paquebots marocains, je pense principalement au système bancaire et d’assurance, pour financer le potentiel d’exportation de l’Algérie. Historiquement, la stratégie du Maroc en Afrique consistait à récupérer l’ancien empire Almoravide qui regroupe la Mauritanie, une partie du Mali, le Sénégal, la Guinée jusqu’en en Cote d’Ivoire, mais cela ne correspondait pas à une politique africaine. Or, brusquement le Maroc a changé de politique. Il a développé une stratégie d’influence dans des régions pour lesquelles il n’a aucune aptitude, notamment l’Ethiopie et le Rwanda. Si l’on analyse différemment, on s’aperçoit que la stratégie actuelle du Maroc en Afrique répond plutôt à la volonté saoudo-israélienne. L’Afrique est maintenant prise en tenaille, grâce à l’ingénierie israélienne, entre Riyad, Tel Aviv et Rabat. Dans cette configuration, l’absence de l’Algérie sur le continent est dramatique. Même les pays pro-marocains réclament une présence forte de l’Algérie afin d’être soutenus dans leurs échanges avec le Maroc. Cette stratégie saoudo-israélienne a non seulement comme horizon le rôle que pourrait jouer l’Afrique dans le futur, mais répond également à des préoccupations immédiates. Les Libanais, particulièrement les Libanais de confession chiite, ont incroyablement investi le continent. Il faut donc réinterpréter tout cela à l’aune des évolutions régionales et globales. Nous sommes dans un conflit qui n’est pas seulement économique. Il prend aussi les contours d’une guerre d’occupation du terrain. Historiquement la vocation de l’Algérie est d’être plus proche de l’Iran que de l’Arabie Saoudite. Cependant elle ne peut pas jouer son rôle de non-aligné, de contrepoids à l’alliance israélo-saoudienne, en raison de l’évolution du régime algérien qui a perdu son ingénierie tout en conservant sa résilience.

Version arabe parue dans Al-Ahkbar le 1er mai 2017

http://www.al-akhbar.com/node/276546

photo extraite du site: fric-afrique

Unis pour la libération de toute la Palestine

Calendrier Palestine Libre 2017 : « Palestine, terre des martyrs »

« Nous marchons tels des lions sur notre terre pure et nous ne craignons pas notre ennemi, quelle que soit sa puissance»

Martyr Bashar Massalha, 22 ans

En 1948, malgré l'occupation et l'épuration ethnique, des Palestiniens sont restés sur leurs terres en Palestine de 48. Ils sont aujourd'hui 1 700 000. L'entité sioniste les a toujours considérés comme une menace majeure. Aussi ont-ils subi, depuis des décennies l'acharnement raciste, violent, sans limite, de l'état israélien afin de les chasser, coûte que coûte, de cette terre qui est la leur. Ces Palestiniens, dits « de l'intérieur », ont mené, et mènent une résistance déterminée, sans faille. Que ce soit en reconstruisant inlassablement leurs villages rasés par Israël, en manifestant pour dénoncer la spoliation de leurs terres, en défendant la mosquée d'al-Aqsa ou marquant leur résistance par des grèves de la faim en prison. Ces résistants de chaque instant ont payé un lourd tribut à la libération de la Palestine.

En 1976, la puissance coloniale a réprimé dans le sang une manifestation dénonçant les expropriations de terres. Six Palestiniens tombent en martyrs, 96 sont blessés. Depuis cette date, la journée de la terre est commémorée tous les 30 mars.

Khayr Yassine, Khadija Shawahne, Muhsin Taha, Raja Abu Raya, Khadr Khalaya, Ra’fat Zuhayri

En 2000, le déclenchement de la deuxième intifada est provoqué par une répression sanglante à l’encontre des Palestiniens, principalement « de l’intérieur », venus manifester contre la visite de Ariel Sharon sur l’esplanade des Mosquées. Dans les jours qui suivent, les snipers de la police israélienne font 13 martyrs palestiniens dans les villes de Umm al Fahm, Tamra, Nazareth, Furdeis, Sakhnin en Palestine de 48.

Ramiz Bushnaq, Alaa Nassar, Assil Asila, Imad Ghanayem, Wisam Yasbek, Rami Gharra, Muslih Abu Jaddad, Iyad Luwabneh, Muhammad Khamayseh, Muhammad Jabbarin, Umar Akkawi, Walid Abu Salih, Ahmad Siyam

En 2015, les jeunes palestiniens, avec l’appui des organisations de la résistance, se mobilisent pour défendre la mosquée al-Aqsa et lutter contre la judéisation d’al-Quds. Une nouvelle forme de résistance apparait : l’intifada des couteaux. Des jeunes palestiniens sacrifient leurs vies, en ciblant le cœur du sionisme : le colon.

Abdallah Amrou, Muhammad Abou Khdeir, Sami Ziadan, Sami Jaar, Bashar Massalha, Amjd Sukari, Lyad Sajdieih,

Muhammad Halabi

Depuis octobre 2015, plus de 250 martyrs sont tombés. Tous ne peuvent être mentionnés ici, mais avec un courage exceptionnel, ils contribuent par le sacrifice de leur vie à libérer la terre arabe de Palestine.

Comité Action Palestine

Pour que vive la Palestine

Calendrier Palestine Libre 2017 « Palestine, terre des martyrs »

» *Mourrez en martyrs* » déclara Izz al-Din al-Qassam

Cheikh d'origine syrienne, **Izz al-Din al-Qassam** pris les armes avec un groupe de partisans et mena un combat contre l'armée britannique, contre les colonisateurs sionistes et contre leurs suppôts arabes. Tué en 1935 par les anglais, il fut un des premiers martyrs de la cause arabe palestinienne. **Mohammed Hanafi Ahmed, Saïd al-'As, Farhan al-Sa'di, Mohammed Salih al-Hamd (Abou Khalid), Abdelfattah Mohammed Moustafa (Abou Abdallah), Abderrahim al-Hajj Mohammed** furent les suivants, martyrs de la révolte populaire entre 1936 et 1939, premier mouvement populaire palestinien à se dresser contre le colonialisme britannique et sioniste.

Dans les années 30, l'occupant britannique collabore avec les élites arabes comme avec la direction sioniste favorisant l'immigration juive et donc la colonisation. La Palestine subit alors une forte immigration juive avec environ 150 000 immigrants entre 1932 et 1935, multipliant par six le nombre de Juifs dans le pays. Dans les villes, les ouvriers arabes sont remplacés par les ouvriers juifs, le chômage augmente; les zones rurales sont colonisées, les paysans arabes chassés de leur terre, immigrant vers les premiers bidonvilles.

Menacé, le peuple arabe de Palestine résiste avec acharnement. Le 19 novembre 1935, le Cheikh Izz al-Din al-Qassam, chef d'un groupe armé nationaliste est tué par les britanniques. Sa mort va provoquer une prise de conscience dans la population arabe

et les troubles vont se généraliser: soulèvement de la ville de Jaffa, grève générale en avril 1936. D'origine urbaine, la révolte s'étend aux milieux ruraux à partir du mois de mai, renforçant les liens entre la ville et la campagne; le keffieh porté habituellement par les paysans est d'ailleurs adopté par les citadins et devient un symbole de résistance et d'unité nationale. Des combattants syriens viennent également lutter aux cotés des Palestiniens. Les revendications principales sont l'arrêt de l'immigration juive, prohibition de la vente des terres et octroi de l'indépendance. En réponse, les médiateurs britanniques proposent en juillet 1937 de démembrer la Palestine en créant 2 états, un juif et un arabe. La riposte des palestiniens ne se fait pas attendre et la révolte redémarre pour 2 ans, faisant des milliers de martyrs avec près de 5000 morts et près de 15000 blessés.

Les morts, leaders ou simples combattants, de la révolte populaire de 1936-1939 ne sont pas seulement des martyrs mais aussi des symboles de la culture de la résistance.

Le peuple palestinien a choisi la voie de la résistance

Journée de la terre en Palestine

Comité Action Palestine

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force

de l’état d’Israël) étaient abattus par l’armée d’occupation d’Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l’État sioniste qui avait confisqué et déclaré “ zone militaire ” 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la “ Journée de la Terre ” commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu’en 1948, l’Etat juif avait expulsé près d’un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le “ Grand Israël ”. Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c’est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), s’est poursuivie sans relâche et s’intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : la colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste. Avec le développement des colonies qui vole chaque jour plus de terre aux Palestiniens et la judaïsation actuelle de la vallée du Jourdain, du Naqab, d’al-Quds et des lieux saints, rien ne semble arrêter cette machine à tuer et à coloniser.

Pourtant, depuis la création de l’Etat d’Israël, le peuple palestinien a toujours résisté à cette terrible entreprise de destruction de sa société soutenue par les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis et la France. Depuis fin 2015, la résistance populaire s’est ré-activée avec l’Intifada al-Aqsa. Frappant la société coloniale en son sein, cette expression du génie populaire s’installe dans la durée, malgré la répression sanglante – le nombre de martyrs avoisine les 300 – et la collaboration sécuritaire de l’Autorité palestinienne avec l’ennemi sioniste. En réclamant aujourd’hui « des balles et des roquettes », le peuple palestinien en

appelle à la convergence entre lutte populaire et action armée. Devançant les organisations politiques et militaires, le peuple a bien compris que seule une stratégie globale de résistance est à même de renverser durablement le rapport de force et de mettre fin à l'occupation sioniste de la Palestine. Il a également bien compris que le contexte international est favorable, surtout en raison des développements actuels en Syrie et du renforcement de l'axe de la résistance contre l'impérialisme et le sionisme. Le message que le peuple palestinien envoie au monde est clair. Leur seul objectif est la libération totale de la terre de Palestine et le seul moyen d'y parvenir est la résistance sous toutes ses formes. N'en déplaise à tous ceux qui en appellent à l'ONU et voudraient imposer une solution de co-existence entre colons et colonisés.

Comme les peuples vietnamiens et algériens l'ont démontré auparavant, le peuple palestinien est le seul à même de définir sa stratégie de résistance et de libération. Nous, Comité Action Palestine, sommes entièrement solidaires de cette résistance héroïque. Nous dénonçons avec force tous ceux qui restent muets face aux crimes de l'occupant sioniste et qui de fait collaborent à cette politique. Nous réaffirmons que la Palestine est arabe, et soutenons la lutte du peuple palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction de ses revendications légitimes :

- **La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.**
- **Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.**
- **La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.**
- **La libération de tous les résistants emprisonnés en Palestine occupée et de Georges Ibrahim Abdallah, résistant de la cause palestinienne détenu depuis 33 ans**

dans les geôles de l'Etat français, alors qu'il est libérable depuis plus de 10 ans.

Mars 2017

Les violences policières, une stratégie de contrôle et de terreur – Interview de Françoise Vergès

A l'occasion du 21 mars, journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, Françoise Vergès, politologue, historienne, ex-présidente du comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (CPMHE), aujourd'hui titulaire de la chaire global south(s) au Collège d'études mondiales à Paris (Fondation Maison des sciences de l'homme), revient dans cet entretien pour al Akhbar sur les pratiques coloniales perpétuées par la démocratie française.

Propos recueillis par Lina Kennouche

Cette journée commémore la répression féroce par la police sud-africaine d'une manifestation pacifique. Pensez-vous que l'apartheid est en place aujourd'hui en France?

On peut effectivement parler d'un apartheid en France dès lors que l'on examine les processus et pratiques qui certes ne sont pas légiférées mais qui ont des conséquences concrètes sur la vie de milliers de personnes. Il faut pour les examiner adopter une méthodologie qui déjà élargit notre cartographie de la république française – Mayotte, la Réunion, la Nouvelle

Calédonie, les terres du Pacifique, les Antilles, la Guyane qui, avec les quartiers populaires de la France européenne sont des territoires régis de manière racisée. Ensuite, il faut renouveler notre approche des discriminations, examiner la manière dont l'Etat décide quelles vies comptent. Les meurtres impunis d'hommes noirs et d'origine maghrébine par des policiers montrent quelles vies comptent. Manuel Valls lui-même, alors premier ministre de la France, parle en 2015 d'un « apartheid territorial, social et ethnique », mais non seulement ses paroles resteront sans conséquences concrètes, ce sera lui qui mettra en œuvre les propositions de déchéance de la nationalité et autres.

En quoi le poids de l'histoire coloniale imprègne structurellement les institutions et les mentalités ?

L'illusion de la décolonisation – l'idée qu'avec la fin de la guerre en Algérie le chapitre de l'histoire coloniale serait clos- est profondément enracinée en France. Pour reprendre Aimé Césaire, il y a un « effet-boomerang » du colonialisme et de l'impérialisme : la société qui colonise est « contaminée » par le racisme déployé dans les colonies, les privilèges accordés aux Blancs deviennent « naturels » et la gauche est inévitablement fraternaliste. Frantz Fanon a lui aussi analysé cette arrogance de la gauche. La société française ne s'est pas du tout décolonisée car la décolonisation ne concerne pas seulement les colonisés. Par ailleurs, il est important d'étudier les politiques que l'Etat français met en place après 1962, dans les années 1970 comme ce que j'analyse dans mon dernier livre « Le ventre des femmes ; Capitalisme. Racialisation, féminisme » (Albin Michel, mars 2017) : les milliers d'avortements et stérilisations forcés dans les départements d'outre-mer alors qu'avortement et contraception restent des crimes en France. Je démontre que ce n'est pas une contradiction : il y a les femmes qui ont le droit de donner naissance et celles qui ne l'ont pas – les femmes racisées. Je tire alors plusieurs fils : celui historique de la gestion par

l’impérialisme et le capitalisme du ventre des femmes du sud global, celui de la cécité du féminisme français qui du coup se « blanchit ». Ce que je veux montrer c’est que la gestion coloniale des corps ne prend pas fin avec la fin du statut colonial.

Que signifient pour vous les violences policières dénoncées notamment lors de la marche de la dignité le 19 mars ?

Ces violences policières appartiennent à une stratégie de contrôle et une stratégie de terreur à l’égard des corps non-blancs. Il s’agit d’imposer dans l’espace public un contrôle des corps racisés qui viole tous les droits de la personne mais est justifié par la « lutte contre le terrorisme » et tout le discours sur la sécurité et le « racisme anti-blanc » ou le communautarisme. La police française a une histoire profondément ancrée dans le racisme –j’y inclus la police contre les esclaves en fuite – dans l’antisémitisme, et aujourd’hui islamophobie et négrophobie. C’est un racisme structurel qui pénètre la hiérarchie, les policiers…

Ce qu’il faut retenir de cette manifestation et du formidable travail accompli par des associations comme « Urgence notre police assassine », c’est la place prise par les familles des victimes dans l’espace public, qui se soutiennent entre elles, donnent des conseils, ont développé une contre-stratégie aux mensonges, aux pratiques dilatoires de la justice. Quelque chose a profondément changé depuis. La violence policière est devenue une question politique liée à la lutte de l’antiracisme politique.

Dans cette campagne présidentielle, estimez-vous qu’il existe une « offre politique » qui apporte des réponses concrètes à cette question des discriminations raciales ?

Aucune qui soit réellement politique car aucune n’aborde la nécessaire décolonisation de la société française.

Traduction de :

http://www.al-akhbar.com/node/274702

Photo : REUTERS/Gonzalo Fuentes

Journée de la terre en Palestine : projection du film « la terre parle arabe » de Maryse Gargour

A l'occasion de la Journée de la terre en Palestine,

le Comité Action Palestine,

vous invite à une projection-débat du film

« **la terre parle arabe** »

en présence de la réalisatrice palestinienne **Maryse Gargour**

le vendredi 31 mars 2017 – 20h

Athénée municipal, place St Christoly, Bordeaux

(Tram A et B, arrêt Hôtel de Ville)

Il y a 100 ans, en 1917, le Royaume-Uni, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif. A la fin de la première guerre mondiale, le dépeçage de l'empire ottoman est une étape majeure de l'influence des

puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. La déclaration Balfour, qui répond aux exigences du mouvement sioniste et sert les intérêts impérialistes en garantissant une présence occidentale permanente dans cette région, est sans doute l'élément qui aura marqué le plus profondément le XXème siècle.

En effet, dès la fin du XIXème, le sionisme, mouvement politique colonialiste juif, apparaît en Europe. Son but est de créer un Etat pour les Juifs quelque part dans le monde. Le choix stratégique de la Palestine déclarée par les sionistes comme « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* » révèle un vaste projet colonial qui prolonge l'impérialisme européen. Or, cette terre parle arabe et elle est habitée par un peuple : les Palestiniens.

Les leaders sionistes imaginent une solution bien avant la déclaration Balfour de 1917. Il s'agit de penser et d'organiser la déportation de la population locale palestinienne hors de sa terre. Tous les moyens sont utilisés pour atteindre cet objectif, et en particulier la force brutale. Elaboré dans le secret les premières années, ce projet est progressivement mis en avant par ses leaders après l'insurrection palestinienne de 1936, au cours de laquelle la puissance mandataire britannique a usé de la répression la plus féroce.

A partir des citations des leaders sionistes, des archives audiovisuelles inédites, de la presse de l'époque et des documents diplomatiques occidentaux croisés avec des témoignages de personnes ayant vécu directement cette période, le film de Maryse Gargour déconstruit minutieusement le mensonge sioniste.

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'état d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime

? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la " Journée de la Terre " commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

La projection du film sera suivie d'un débat où il sera, notamment, question des rapports de force actuels dans cette région et des perspectives d'avenir pour la Palestine, 100 ans après Balfour.

Entrée libre. Renseignements actionpalestine@hotmail.com

https://www.facebook.com/events/385142398536769/

L'affaire Théo, un viol d'Etat !

Comité Action Palestine (février 2017)

Le Jeudi 2 février à Aulnay Sous Bois, Théo, 22 ans, est grièvement blessé lors d'un contrôle policier. Le rapport médical fait état de blessures caractéristiques d'un viol par utilisation d'une matraque télescopique. Le récit de la victime atteste clairement du caractère raciste de l'interpellation et des méthodes violentes utilisées. Pourtant l'IGPN requalifie les faits en viol accidentel suite à une interpellation dite « légitime ». Alors que la colère gronde

dans les quartiers populaires, l'affaire est – une fois n'est pas coutume- fortement médiatisée, comme pour tenter de désamorcer un mouvement de révolte potentiel, malvenu dans le contexte de campagne électorale.

Théo vient rejoindre la liste déjà longue des victimes des violences policières dans les quartiers populaires. Ces pratiques brutales, présentées comme exceptionnelles, sont pourtant subies au quotidien par les jeunes de ces quartiers. Elles ont entraîné la mort de plusieurs dizaines d'entre eux sans qu'aucun policier auteur de ces actes n'ait été condamné par la justice à la hauteur du crime commis.

Dans les quartiers populaires, où les populations sont exposées à la précarité économique, au racisme et aux discriminations de toutes sortes, la violence de l'Etat est un mode de gestion de l'ordre social qui n'est pas sans rappeler les situations coloniales. Les contrôles au faciès, les violences policières et l'impunité des agents de répression sont les pratiques quotidiennes symptomatiques d'un système ségrégationniste.

En se précipitant au chevet de Théo, François Hollande voudrait faire oublier que le gouvernement socialiste a intensifié cette politique répressive contre les quartiers populaires. L'interdiction des manifestations, en juillet 2014 lors des attaques israéliennes à Gaza, a révélé l'hypocrisie socialiste sur le droit à l'expression. Prenant prétexte des attentats de 2015, il a instauré l'état d'urgence pour une durée indéterminée et fait voter un arsenal de lois liberticides (la loi sur le renseignement et sur la surveillance des communications internationales). La dernière en date permet l'élargissement des conditions de légitime défense des policiers et l'assouplissement de l'usage des armes à feu a été définitivement approuvé par l'Assemblée nationale le jeudi 16 février.

Le Comité Action Palestine dénonce le racisme d'Etat et

condamne cette gestion néocoloniale des quartiers populaires. Face à cet apartheid à la française, il ne reste qu'une seule voie : la mobilisation de tous les concernés pour résister à l'oppression.

photo : Photo Cyril Zannettacci pour Libération

Palestine : la voie de la résistance populaire

Depuis fin 2015, un mouvement de résistance populaire d'un style nouveau s'est développé en Palestine. Initié à al-Quds, il s'est rapidement étendu à toute la Cisjordanie, mais aussi dans la Palestine occupée en 48. Sans structuration apparente, indépendamment des organisations palestiniennes, les résistants frappent la société coloniale en son cœur par des moyens variés. Ni les arrestations, ni la répression sanglante (près de 300 martyrs depuis novembre 2015), n'ont réussi à stopper ces actes de résistance. En dépit de la faible intensité de ce mouvement, le mode de résistance mis en œuvre fragilise en profondeur l'entité sioniste. Dans ce contexte, il est important de comprendre quels facteurs, à la fois internes et externes, peuvent transformer ce mouvement de résistance en une force capable de renverser durablement le rapport de force et conduire à l'effondrement du projet colonial sioniste en Palestine.

La résistance populaire affaiblit l'entité sioniste

Engagé il y a plus d'un an en réponse à la poursuite de la colonisation et à la répression, aux menaces grandissantes sur les lieux saints et à l'absence de perspectives politiques, le mouvement de résistance populaire s'est inscrit dans la durée

sur toute la Palestine. Il est certes d’intensité faible à moyenne, mais les modes de résistance choisis, tels que l’usage des armes blanches ou de voitures bélier, sont l’expression du génie populaire et de son attachement à la résistance. C’est une stratégie d’usure qui ne peut qu’accentuer la faiblesse de l’ennemi. En effet depuis 2000 et la libération du Sud Liban, l’entité sioniste s’affaiblit à la fois sur le plan externe et sur le plan interne. En externe, elle n’a remporté aucune des batailles engagées contre les mouvements de résistance que ce soit au Liban ou à Gaza. En interne, la faiblesse est d’abord structurelle. Le système politique sioniste tire actuellement sa légitimité d’une coalition de partis soutenant très ouvertement la colonisation. Malgré une relative pression internationale pour sauver la solution à deux Etats et qui s’est exprimée symboliquement par le vote de la résolution 2334 condamnant « la colonisation « à l’unanimité des membres du Conseil de Sécurité de l’ONU (à l’exception de l’abstention des Etats Unis), le gouvernement sioniste ne peut plier sur cette question, sans risquer de perdre sa majorité. Dans ce contexte de fuite en avant, les attaques palestiniennes sont particulièrement efficaces pour aggraver la déstabilisation de l’entité sioniste en visant l’un de ses fondements existentiels qu’est la sécurité des colons. Elles ont distillé la peur au sein de la société coloniale dont l’adhésion idéologique au projet sioniste est bien moindre qu’au cours des premières décennies de l’entité. Il est donc capital que le mouvement de résistance populaire se maintienne dans la durée pour que la déstabilisation de la force occupante atteigne un point de non-retour.

Vers une stratégie de résistance unifiée ?

Néanmoins, depuis un an, ainsi que le constate l’intellectuel palestinien Mounir Chafik, ce mouvement n’a toujours pas été rejoint par les organisations palestiniennes de la résistance qui restent en retrait et peinent à s’unir pour définir une

stratégie globale, fondée sur la convergence entre lutte populaire et action armée. Si la coopération sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec le pouvoir colonial est un véritable frein au développement d'une résistance sur tous les fronts, d'autres facteurs peuvent expliquer cet état de fait. L'influence que certains Etats arabes (Qatar, Arabie saoudite, Turquie) exercent encore sur les différentes organisations ne peut certainement pas être négligée, ainsi que les difficultés associées à la division à la fois politique et territoriale entre Gaza (dirigé par le Hamas) et la Cisjordanie (contrôlée par l'Autorité palestinienne et le Fatah). Les contradictions internes au sein des factions jouent également un grand rôle dans la paralysie actuelle. Mais la difficulté des factions palestiniennes à intégrer le mouvement populaire pourrait avoir également des causes sociales liées aux écarts de classe entre les dirigeants politiques et les artisans de la résistance populaire. Pourtant plusieurs faits récents témoignent d'un attachement à la résistance de toutes les factions. En premier lieu Marwan Barghouti, fondateur de la Brigade des Martyrs d'al-Aqsa et emprisonné depuis 15 ans, a recueilli le pourcentage de voix le plus élevé aux dernières élections du comité central du Fatah. Au Hamas, la nomination récente de Yahya Sinwar, fondateur des Brigades Ezzedin al-Qassam, à la tête du mouvement dans la bande de Gaza confirme la voie de la résistance comme seul moyen de mettre fin à l'occupation sioniste. Finalement, un accord scellé en janvier 2017 à Moscou par les organisations palestiniennes permettant l'admission du Hamas et du Jihad islamique dans l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) marque aussi la volonté de poursuivre la résistance dans le nouveau contexte politique régional et ses derniers développements en Syrie.——

Rapport de forces international favorable à la résistance palestinienne

Les conséquences du conflit en Syrie sur la Palestine ne peuvent être appréhendées qu'en considérant cette guerre comme

l’expression de quatre conflits imbriqués qui opposent de fait la Russie aux USA (et au camp occidental, Israël compris), l’Iran à l’Arabie saoudite, la Turquie aux Kurdes et la Syrie en tant qu’Etat nation aux forces anti-gouvernementales. L’intervention de tous les acteurs est avant tout gouvernée par leurs intérêts politiques et économiques, chacun établissant ses propres priorités. Cette logique explique alors des recompositions d’alliance parfois inattendues, et les éléments d’ordre idéologique et religieux sont très secondaires.

En 2016, ce conflit a été surtout marqué par le renforcement de l’alliance entre la Russie et l’axe de résistance contre l‘impérialisme et le sionisme Syrie-Hezbollah-Iran. La bataille d’Alep, fin 2016, a marqué un tournant décisif dans ce conflit. La Russie a renforcé sa position de première puissance stratégique (suprématie militaire) et retire déjà les bénéfices économiques de cette suprématie (signature de contrats avec le Qatar par exemple). L’Iran voit également sa situation renforcée, malgré les contradictions internes qu’elle a dû gérer quant à la collaboration avec la Russie et la question des kurdes iraniens. Ce renforcement de l’Iran est déterminant au moment où le congrès américain vient de voter la prolongation des sanctions pour 10 ans, remettant en cause l’accord sur le nucléaire. Par ailleurs, l’expérience militaire collective acquise au cours de ce conflit par les membres de l’axe de la résistance est déterminante. Cette guerre a en effet été l’occasion d’une coopération étroite sur le terrain entre l’armée régulière syrienne, les forces du Hezbollah et les forces iraniennes. Dotées d’équipements militaires parmi les plus sophistiqués fournis par les Russes, les partis de la coalition anti-impérialiste ont pu développer des compétences militaires et définir de nouvelles stratégies de combat. Ainsi que le rapportent certains sites israéliens d’analyses stratégiques, cette nouvelle puissance militaire est très certainement en mesure de mettre un terme au colonialisme sioniste en Palestine.

Au-delà de l’entité sioniste, les développements en Syrie entérinent l’affaiblissement du camp impérialiste dans sa globalité. La confirmation de la présence de militaires de l’OTAN dans les quartiers tenus par Daesh à Alep est une nouvelle preuve du soutien occidental à toutes les forces anti-gouvernementales sans distinction. Cette présence rappelle que l’objectif principal de l’engagement des occidentaux en Syrie est de détruire l’axe de résistance, notamment le Hezbollah et l’Iran. Le fait que les occidentaux ne soient pas arrivés à leurs fins est l’expression d’une défaite majeure et de leur affaiblissement. L’accord d’Astana signé en janvier 2017 entre Russes, Turcs et Iraniens institue un mécanisme trilatéral de supervision du cessez-le-feu en Syrie et confirme l’exclusion des États-Unis et de leurs alliés.

C’est également une grande défaite pour l’Arabie saoudite qui montre ses faiblesses à la fois sur le plan militaire et sur le plan économique. Elle est empêtrée au Yémen, où elle perd peu à peu le soutien de ses « alliés » et notamment celui des américains qui ont exprimé leur souhait de se désengager en raison des erreurs saoudiennes. Par ailleurs, certains de ses alliés arabes ont changé de camp. L’Egypte a décidé de s’engager au côté des forces syriennes et des tensions sont apparues récemment entre les deux pays. Même si de nombreuses incertitudes subsistent, ce contexte de renforcement de l’axe de résistance et d’affaiblissement du camp impérialiste, particulièrement défavorable à l’entité sioniste, offre une opportunité majeure pour la résistance palestinienne. C’est à ce titre que se justifie le soutien politique à la souveraineté de l’Etat syrien.

Zones d’incertitudes et nécessité de résistance

Il subsiste cependant de nombreuses incertitudes quant à l’issue de ce conflit. La Turquie qui en est un acteur majeur a connu en 2016 une forte instabilité interne avec une tentative de coup d’Etat et de très nombreux attentats. Dans

ce pays, les intérêts à court terme de l’Etat et de la classe dirigeante priment sur toute stratégie internationale à long terme. Ainsi pour protéger ses intérêts économiques immédiats et sauver le pouvoir de l’AKP, la Turquie n’a pas hésité à revoir sa politique d’alliances en renouant avec Israël, en se rapprochant de la Russie et en entrant en guerre en Syrie aux côtés de la coalition pro-russe. Après avoir servi de base arrière à l’action de Daesh en Syrie, la Turquie s’est recentrée sur la question kurde et semblait avoir perdu toute confiance dans l’administration Obama, accusée par les autorités turques de soutien actif à la tentative de coup d’Etat. Au Liban, Michel Aoun a pu être élu à la Présidence de la république grâce à une coalition allant du Hezbollah aux forces libanaises de Samir Geagea. Mais il est peu probable que cette élection puisse conduire à une plus grande stabilité de ce pays, dont le système politique issu de la période coloniale est particulièrement fragile et incohérent.

Par ailleurs il est encore très difficile d’envisager les conséquences de l’élection de Donald Trump aux USA. A priori en faveur d’une stratégie isolationniste qui défend d’abord les intérêts financiers et économiques des USA, il semble plutôt favorable à un rapprochement avec la Russie, et cible prioritairement le rival économique chinois. Une tentative de retour à la normale avec la Turquie est en cours. Ses déclarations vis-à-vis de la Palestine et de l’Iran sont inquiétantes. Mais au-delà des grandes déclarations, peut-on préjuger des décisions qui conduiraient à une intervention américaine aux côtés de l’entité sioniste pour attaquer l’Iran ou mater un soulèvement général en Palestine en contradiction complète avec la stratégie isolationniste annoncée ? Il est trop tôt pour le dire. Cela dépendra certainement du nouveau rapport de force USA/Russie, ainsi que des contradictions internes à l’administration américaine.

Pour la Palestine, la situation est néanmoins porteuse d’espoir. Dans ce contexte international plutôt favorable, la

dynamique de résistance actuelle est portée par un mouvement populaire interne indépendant des influences extérieures. Pour construire une unité nationale, les organisations politiques palestiniennes devraient, quant à elles, privilégier des alliances étrangères fondées uniquement sur le soutien à la résistance. L'absence de dénonciation forte par les factions palestiniennes du rétablissement des relations officielles entre la Turquie et Israël traduit certainement la priorité actuelle donnée à l'unité nationale. Les accords pour réformer l'OLP cités précédemment, illustrent également cette priorité. Par ailleurs la pression toujours plus forte exercée sur les réfugiés, notamment au Liban, révèle que cette composante du peuple palestinien n'est plus en capacité, à court terme, d'initier un mouvement de résistance à partir de l'extérieur. Ce qui était vrai depuis le début des années 80, l'est encore plus aujourd'hui. Ces conditions renforcent la nécessité de conduire la résistance à partir de l'intérieur, indépendamment des Etats arabes, il s'agit d'une opportunité majeure pour le développement d'une insurrection propre à la Palestine capable de modifier le rapport de force avec l'occupant. Certaines factions comme le Jihad islamique pourraient jouer un rôle déterminant dans ce processus.

Depuis la déclaration de Balfour dont on marquera le centième anniversaire en 2017, le contexte géopolitique a beaucoup changé au Proche et Moyen Orient et dans le monde. Alors qu'au moment des accords de Sykes-Picot, l'impérialisme occidental était à son apogée, il connait actuellement un déclin continu, notamment depuis la seconde moitié du XXème siècle et la période de la décolonisation. La défaite occidentale en Syrie et l'élection de Donald Trump aux USA sont des signes majeurs de la faiblesse actuelle de la stratégie impérialiste. De plus, le développement de partenariats économiques autonomes entre les pays du Sud, comme actuellement entre pays africains, reflète une autonomisation certaine vis-à-vis de l'Occident. Mais la résistance des peuples n'est pas encore assez construite pour mener au renversement complet des

rapports de force. En effet les attaques impérialistes restent possibles car les Etats du Sud, notamment les Etats arabes, sont faibles et leurs gouvernements n’ont pas de légitimité populaire. Pourtant les questions sociales sont cruciales et pourraient engendrer des soulèvements porteurs d’un projet révolutionnaire, ou du moins de certains changements politiques. Pour tirer parti de ce contexte favorable, il devient urgent que se développe dans tous ces pays une conscience politique propre et que se mettent en place des organisations avec des visions stratégiques claires. La Palestine est à l’avant-garde du mouvement ; ce qui s’y passera au cours des prochains mois aura sans aucun doute des répercussions majeures pour le peuple palestinien et l’ensemble des peuples du Sud.

Comité Action Palestine

19 février 2017